

---

---

# S É N A T

---

FEVRIER 1974

---

**Service des Commissions.**

---

## **BULLETIN DES COMMISSIONS**

---

AFFAIRES ETRANGERES, DEFENSE ET FORCES ARMEES

**Jeudi 28 février 1974.** — *Présidence de M. André Colin, président.* — La commission a entendu **M. Michel Jobert, ministre des affaires étrangères, sur la situation internationale.**

Répondant d'abord aux préoccupations exprimées par le président Colin sur la crise de confiance dans la Communauté européenne, le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'après les difficultés que nous venons de connaître, on peut penser que les neuf vont faire preuve d'un grand souci de conciliation pour aller de l'avant, malgré sans doute de la part des Etats-Unis, le désir d'accentuer l'avantage qu'ils ont obtenu à Washington. L'avenir de l'Europe relève avant tout de la résolution des neuf gouvernements ; en ce domaine, beaucoup peut dépendre, par exemple, du résultat des élections britanniques.

Ce qui demeure, c'est le souci des gouvernements de définir ce que sera l'Union européenne dans les années 80 ; pour ce faire, un rapport prévoyant les étapes successives devra être élaboré pour le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

M. Michel Jobert a fait, à nouveau, l'historique de la conférence de Washington ; c'est surtout sur la demande de nos huit partenaires européens que nous avons accepté de participer

aux pourparlers à treize. Au cours de la préparation du mandat donné par les neuf au Président du conseil des ministres de la Communauté, il avait été bien entendu que les neuf refuseraient toute institutionnalisation de groupes permanents et de « suites » de la conférence ; en réalité, la conférence de Washington, insuffisamment préparée et qui n'avait pas été précédée de consultations, n'a pas paru avoir pour réel objet l'énergie : il s'agissait d'une conférence politique, tendant à l'organisation du monde atlantique s'inspirant des nouvelles conceptions de la diplomatie américaine.

Notre refus de nous associer ne doit d'ailleurs pas être interprété comme un geste hostile vis-à-vis de nos alliés américains ; nous regrettons que l'identité européenne n'ait pu résister à une confrontation des points de vue à Washington.

Le ministre a, ensuite, évoqué ses voyages dans plusieurs pays du Proche-Orient où l'accueil rencontré fut chaleureux et où il a pu constater le grand intérêt de ces pays pour l'ouverture d'une large coopération économique avec l'Europe.

Il a indiqué son intention de reprendre ses voyages dans plusieurs autres pays de cette région, dont Israël.

Répondant à **MM. Jacques Duclos et Guyot**, le ministre a fait le point de la question de la dette chilienne qui vient d'être évoquée au Club de Paris ; il a mentionné l'état des travaux de la conférence européenne de sécurité et de coopération ; il a enfin réaffirmé l'hostilité de la France à participer aux négociations sur les M. B. F. R. (réduction équilibrée des forces en Europe).

**M. Michel Jobert** a également répondu à de nombreuses questions qui lui ont été posées notamment à **M. Jean Colin** sur le risque que la position française adoptée à Washington ne conforte au lieu d'affaiblir la position américaine ; **M. Boin** sur l'ébranlement de l'Alliance atlantique et le manque de cohésion de l'Europe des neuf ; **M. Palmero** sur le rôle futur de l'Assemblée parlementaire européenne dans l'optique de l'augmentation de ses pouvoirs budgétaires ; **M. Jung** sur les motifs profonds de l'attitude américaine ; **M. de Chevigny** sur la participation éventuelle de la France, en tant qu'observateur, à l'Eurogroup ; **M. du Luart** sur les conséquences de la crise européenne dans le monde agricole français et **M. Pierre Giraud** sur la contradiction qu'il y aurait entre la proposition française de conférence au sein de l'O. N. U. et notre attitude générale vis-à-vis de cette organisation.